fr

Press release | 16.12.2009

Situation en République démocratique du Congo

Mme Durant plaide pour une révision des règles d'engagement de la MONUC en RDC

Ce mercredi 16 décembre 2009, les eurodéputés ont débattu*(*),* avec la Commission européenne, sur la violence au Congo et en particulier dans l'est du pays.

Ils ont également débattu d'une des formes les plus inhumaines, a savoir la la violence sexuelle, utilisée comme arme de guerre, et dont les femmes de tous âges sont les premières victimes.**Isabelle Durant**, (Verts/ALE) vice présidente du Parlement européen est intervenue sur cette question en soulevant également la question du rôle de la MONUC:

''La situation dans le Kivu reste extrêmement préoccupante, malgré la présence de près de 20.000 soldats de la MONUC.

Les populations civiles, en particulier les femmes, sont les premières victimes des stratégies de guerre des groupes armés et même de certaines unités de l'armée congolaise qui ont fait du viol systématique une arme de guerre. Un collectif de femmes congolaises est venu nous le rappeler le mois dernier, ici-même à Strasbourg

Le pillage des ressources naturelles, contrôlées par des rebelles contribue lui-aussi à exacerber le conflit..

Il est cependant trop facile de discréditer totalement la MONUC, de la rendre responsable de la situation aux yeux de la population civile épuisée par tant d'années de guerre et de massacres. Ce n'est pas son mandat qu'il faut revoir d'urgence, ou exiger son total retrait. Ce qu'il faut revoir, ce sont ses règles d'engagement, ses directives opérationnelles de façon à ce que, en aucune manière la MONUC ne puisse apporter un support à des unités de l'armée congolaise qui ont commis des violations des droits de l'homme, ou qui sont suspectées de compter dans leurs rangs des hommes impunis après leurs exactions.

Les autorités congolaises ont elles aussi une grande responsabilité dans cette lutte contre l'impunité en matière de violences sexuelles, des crimes dont il faut que la Cour Pénale internationale se saisisse et dont les victimes doivent prioritairement être assistées et aidées. Ces mêmes autorités doivent également et le plus rapidement possible assurer le casernement des militaires.

Enfin, il faut revenir sur le programme AMANI, qui vise à construire partout un dialogue et une pacification, seuls gages d'une reconstruction durable''

.

(*) Une résolution du PE à ce sujet sera mise au vote ce jeudi 17 décembre à 12h00.

Recommended

Press release



EU caves in to the fossil fuel lobby

19.11.2026

Press release

@Alex Johnson

COP31 draft fails on fossil fuels

19.11.2026

Press release

Photo by Hailey Tong on Unsplash



EU fundamental values are not an ‘à la carte’ menu the…

18.11.2026

Press release

Adriaan Ploegh



MEPs urge to strengthen European defence innovation

12.11.2026

Please share

- E-Mail